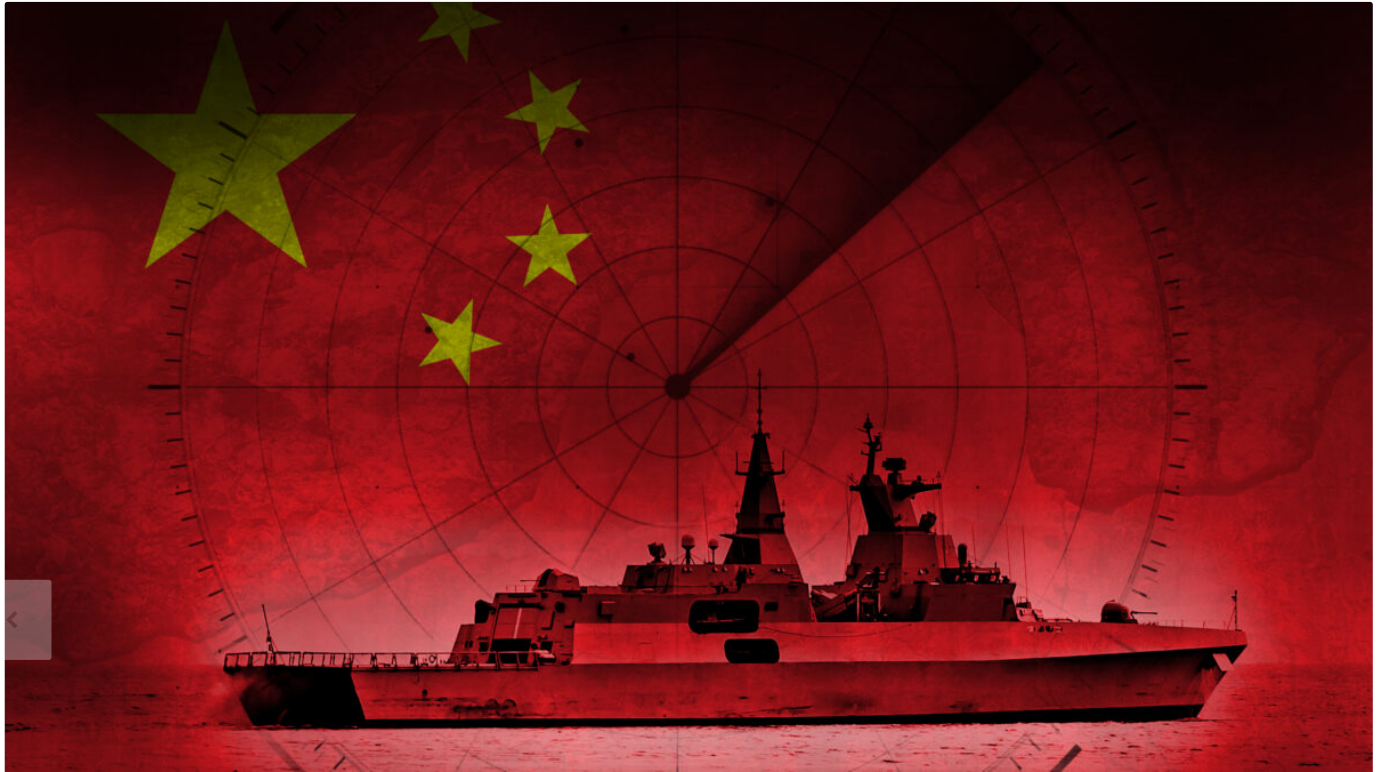


La Chine et l'art de la résilience : industrie, autonomie et stratégie militaire

Marie Hiliquin | 30 janvier 2026 | ARTICLES | 



Le 23 octobre 2025, le président Xi Jinping a présenté les grandes orientations du 15^e Plan quinquennal (2026-2030), qualifié de crucial pour parvenir à une « [modernisation socialiste d'ici 2035](#) ». Élaboré dans un contexte de guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, ce nouveau plan, qui sera publié en mars 2026, est particulièrement attendu sur l'amélioration de la résilience économique. Il implique une diversification des partenaires commerciaux, la réduction de la dépendance aux importations de matières premières, la stimulation de la consommation intérieure et le renforcement des capacités dans les technologies clés.

Ce plan marque la continuité du programme d'action [Made in China 2025](#) (MIC25), qui visait à combler le retard technologique du pays dans dix secteurs clés, de la robotique à l'aéronautique, en passant par les semi-conducteurs et la biomédecine. Lancé en 2015, il avait pour objectif d'assurer la montée en gamme des secteurs productifs nationaux. Dix ans plus tard, le ministre des Sciences et Technologies Yin Hejun ne parle plus de rattrapage, mais du développement de « [nouvelles forces productives de qualité](#) » : une économie où l'innovation, la sécurité et la défense forment désormais un triptyque indissociable.

Le lancement de MIC25 s'appuyait sur une continuité programmatique, mais il introduisait un changement de nature : la technologie devenait un instrument de sécurité nationale. Au cœur des priorités du 15^e plan se trouve la construction et la modernisation du [système industriel](#). Dès lors, il convient de se demander comment – et à quel coût institutionnel et économique – la stratégie industrielle chinoise a-t-elle servi de moteur à la modernisation de l'industrie de défense et à la construction d'une puissance militaire technologique ?

L'influence du techno-nationalisme sur l'architecture industrielle chinoise

Derrière cette cohérence politique se cache un modèle de [gouvernance techno-nationaliste](#) où le développement scientifique et technologique est subordonné à la puissance et à la sécurité. L'État y agit comme planificateur, financeur et superviseur unique de l'innovation, intégrant les sphères civile et militaire, avec pour objectif central l'autonomie. Cette dernière y est considérée

comme un fondement de la souveraineté nationale. En une décennie, ce modèle a permis des progrès notables, puisque la Chine est désormais le premier exportateur mondial d'énergies vertes et un acteur central de la mobilité électrique. Cependant, des fragilités persistent, comme la [dépendance aux semi-conducteurs](#), qui conditionnent la production industrielle des appareils modernes et dont la fragmentation internationale de leur chaîne de valeur rend la Chine vulnérable aux instabilités géopolitiques. Ce modèle révèle également des limites : [endettement croissant des collectivités locales](#), difficultés institutionnelles ([liées à la captation de rentes](#) par les grandes entreprises d'État) et territoriales ([liées à la duplication provinciale des investissements industriels et technologiques](#)). Enfin, cette gouvernance s'aligne sur l'institutionnalisation systématique de la fusion militaro-civile, l'utilisation de technologies à double usage et l'augmentation des [initiatives AI+](#).

La [politique industrielle chinoise](#) s'inscrit dans un continuum marqué par de grandes initiatives de développement dans les années 1980 : le [programme 863](#) (1986), le [programme 973](#) (1997), puis le [Plan à moyen et long terme du développement scientifique et technologique](#) (2006-2020). Ces derniers ont jeté les bases institutionnelles de l'industrialisation technologique actuelle où l'État sélectionne les [secteurs stratégiques et les finance](#). En 2015, le lancement de MIC25 marque un tournant où il ne s'agit plus seulement de rattraper les nations les plus avancées, mais de construire une véritable souveraineté technologique. Inspirée du [modèle allemand](#) de l'Industrie 4.0, la « fabrication intelligente » devient une priorité, désormais soutenue par l'intelligence artificielle (IA), dans laquelle l'innovation est cependant pensée comme un instrument de puissance nationale. Le plan fixe un objectif clair : porter la part des composants et matériaux de base chinois à 40 % d'ici 2020 et à 70 % d'ici 2025, un chiffre qui n'atteint cependant que [48,4 % en 2024](#). Malgré ce retard, la République populaire de Chine ambitionne, pour son centenaire en 2049, de devenir le [premier fabricant mondial](#), avec une indépendance totale de sa chaîne d'approvisionnement.

Sur le plan concret, cette logique s'est traduite par une évolution de l'approche technologique : non plus simplement l'imitation de produits étrangers, mais par une innovation de contournement. Les entreprises comme Huawei, CATL ou DJI, qualifiées de « [champions nationaux](#) », investissent dans des architectures propres plutôt que dans de simples copies. La part des [produits de haute technologie](#) conçus intégralement en Chine a progressé, soutenue par l'augmentation du nombre de licornes (passé de 131 à 357 entre 2016 et 2022, dont plus de 60 % sont issues des secteurs de haute technologie) et de brevets d'invention déposés (1,4 million en 2019, soit plus du double des dépôts américains).

Ces orientations se traduisent non seulement par la planification et la production, mais aussi par la stratégie plus large de sécurisation des infrastructures et des flux. Sur l'axe eurasiatique, les trains Chine-Europe sont devenus une composante structurante de cette architecture : en 2023, 17 000 convois ont transporté 1,9 million de conteneurs standards (EVP), soit une progression respective de [6 % et 18 % par rapport à 2022](#). Ces flux, certes marginaux à l'échelle du commerce maritime mondial, offrent cependant une route terrestre de secours pour les cargaisons sensibles ou en cas de perturbation des voies traditionnelles. Cette stratégie est également soutenue par le segment portuaire : COSCO Shipping Ports a manutentionné environ [144 millions d'EVP en 2024](#), dont près d'un quart dans des terminaux à l'étranger, lui conférant une position de premier plan parmi les opérateurs mondiaux. Le choix des participations se concentre sur les *hubs* où se croisent routes commerciales et corridors de la Belt and Road Initiative (BRI) – Le Pirée en Grèce, Gwadar au Pakistan, Port-Saïd en Égypte, etc. – et où un contrôle partiel des terminaux permet de peser sur les conditions d'accès aux infrastructures.

Gouverner l'innovation, sécuriser la souveraineté

Ces 30 dernières années, l'État chinois s'est imposé comme le pivot absolu du pilotage technologique. Chaque plan agit comme un acte de politique étrangère autant que de politique industrielle. Au-delà des enjeux de sécurité, certains secteurs technologiques constituent également des vecteurs d'avantage commercial et de *soft power*, notamment dans la [gouvernance climatique](#). Ainsi, le contrôle de la production, de l'innovation, de la propriété intellectuelle et des normes devient un moyen d'affirmation géopolitique et un outil de souveraineté. La priorité est ainsi accordée à la stabilité, l'indépendance et le contrôle des chaînes industrielles et d'approvisionnement. Cette responsabilité est attribuée au gouvernement, qui doit mener des « [batailles décisives et des campagnes de longue haleine](#) » impliquant des actions rapides et ciblées pour éliminer les dépendances et un effort continu sur plusieurs cycles.

Le gouvernement chinois mène un combat tactique (réponse aux sanctions, remplacement des matériaux importés) et structurel avec le développement des capacités nationales. Cette bataille repose sur un équilibre entre centralisation politique et exécution décentralisée. Le ministère de la Science et des Technologies (MOST) définit la vision, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) planifie les investissements, et le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) standardise et encadre la mise en production. La coordination verticale de ce triangle fonctionnel masque cependant des intérêts parfois concurrents, notamment dans l'accès aux rentes technologiques. Ainsi, en 2021, [seuls 26 % des fonds d'orientation publics](#) avaient atteint leur capital cible. Si la planification permet une forme de cohérence nationale, elle tend à institutionnaliser la dépendance des acteurs privés à la commande publique. Les champions nationaux deviennent parfois les

bénéficiaires captifs d'une stratégie définie au centre. Pourtant, cette logique n'est pas mécanique : certaines entreprises instrumentalisent l'alignement étatique pour sécuriser des financements ou des marchés, tandis que d'autres, plus contraintes, doivent arbitrer entre rentabilité, conformité politique et accès international. Si ce modèle administré ne parvient pas à évoluer vers un écosystème d'innovation autonome, les limites structurelles pourraient rapidement être atteintes.

Cette centralité de l'État dans le pilotage technologique n'est pas propre à la Chine. L'expérience américaine offre un point de comparaison à travers la [Defense Advanced Research Projects Agency](#) (DARPA), créée en 1958, qui doit notamment orienter certaines trajectoires technologiques jugées décisives pour la supériorité militaire. Son fonctionnement repose sur une structure réduite, des *program managers* recrutés pour des mandats courts, une forte autonomie décisionnelle et une tolérance élevée au risque. L'agence agit comme un catalyseur de ruptures, en finançant des projets exploratoires à fort potentiel militaire, en lien étroit avec les universités, les *start-up* et les grandes entreprises. Dans le domaine des semi-conducteurs, des programmes récents comme l'[Electronics Resurgence Initiative](#) visent moins l'autonomie industrielle complète que le maintien d'un avantage technologique différentiel, fondé sur l'innovation de rupture et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Ce modèle contraste avec l'approche chinoise, qui privilégie une intégration systémique et une mobilisation extensive des ressources productives. Dans les deux cas, l'État agit comme architecte des trajectoires technologiques, mais selon des modalités différentes.

Face à ce risque, le gouvernement chinois a notamment répondu en alignant le champ de la planification industrielle sur celui de la sécurité nationale. En 2017, la stratégie nationale de [fusion civilo-militaire](#) est officialisée et vise à renforcer simultanément la puissance économique ; ainsi que la capacité de défense du pays. Ses objectifs sont doubles : accélérer la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) et optimiser les ressources industrielles et scientifiques. Dans ce dispositif, un rôle structurant revient aux établissements qu'on appelle les « sept fils de la défense nationale » (国防七子), regroupant sept universités d'ingénierie placées sous la tutelle directe du MIIT et de son agence dédiée à la défense, l'Administration d'État pour la science, la technologie et l'industrie de la défense nationale (SASTIND). Entre [30 et 60 % de leurs financements](#) proviennent de programmes militaires, et leurs laboratoires sont au cœur des technologies clés : aéronautique, systèmes autonomes, propulsion aérospatiale, missiles, plateformes navales, munitions, contre-mesures électroniques. Leurs diplômés alimentent directement les grands groupes militaro-industriels et les instituts de recherche de l'APL, formant un circuit intégré de formation, de recherche et de développement (R&D) et de transfert de compétences.

En soutenant les secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'électronique et de l'IA, cette fusion s'appuie sur un maillage de coopérations public-privé. Ainsi, les entreprises d'État et les instituts de recherche liés de longue date à l'APL [dominent les achats militaires](#) dans le domaine de l'IA, comme China Electronics Technology Group Corporation (CETC), China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) et China North Industries Group Corporation (NORINCO). Néanmoins, si Baidu [a réfuté toute affiliation](#) avec un laboratoire militaire chinois utilisant des modèles de langage commerciaux pour l'IA ou si DJI ne a des liens directs avec l'APL, ces affiliations ont un impact sur le commerce international. Les États-Unis imposent désormais des [contrôles drastiques à l'exportation](#) sur les produits pouvant être vendus à des personnes et entreprises soupçonnées de coopérer avec l'armée chinoise. Cette dynamique illustre la difficulté croissante à distinguer innovation civile et application militaire dans l'économie chinoise, où la frontière entre marché et sécurité nationale tend à s'effacer.

Les transformations industrielles : résultats, tensions et apprentissages

Depuis le lancement de la stratégie MIC25, la Chine a quasiment doublé son produit intérieur brut (PIB) et sa production industrielle, confirmant la solidité de son socle manufacturier. En analysant l'annuaire statistique de la Chine de 2015 à 2025, nous pouvons observer trois transformations structurantes : une montée en gamme technologique et une reconfiguration du modèle industriel ; l'utilisation des secteurs cyber et numérique comme leviers de puissance ; enfin, une territorialisation des stratégies d'innovation créant une hiérarchisation nationale.

Sur la [période 2015-2024](#), l'emploi industriel a légèrement reculé : 76,3 millions d'actifs en 2015 contre 73,4 millions en 2024, soit une baisse de 4 %. Ce décalage illustre un gain de productivité et une substitution du capital technologique à la main-d'œuvre, caractéristiques d'une montée en gamme du système industriel. En effet, les profits industriels agrégés sont passés de 66 187 milliards de yuans en 2015 à 84 162 milliards en 2022 (+27 %), confirmant que la rentabilité du secteur industriel reste élevée malgré la compression de l'emploi. La priorité accordée à la modernisation technologique a conduit à une augmentation du nombre d'infrastructures et de la production dans les secteurs stratégiques (semi-conducteurs, équipements informatiques). Au niveau provincial, les dépenses de R&D des entreprises industrielles ont connu une expansion : +81 % à Pékin, +146 % dans le Hebei, province limitrophe de la capitale. La Chine est ainsi entrée dans une phase de [consolidation technologique](#) marquée par la politique de passage d'une production quantitative à un modèle de puissance technologique.

Entre 2015 et 2023, on observe une augmentation des revenus informatiques et liés à la cybersécurité. L'investissement massif des entreprises publiques et des géants technologiques (Huawei, CETC, Inspur) a permis de fusionner les infrastructures de données, les capacités de surveillance et les outils de défense électronique. Pékin concentre plus de 95 % des revenus nationaux du secteur sur cet échantillon. Cette centralisation confirme le rôle de la capitale comme pôle de la cybersécurité et de la défense informationnelle. Cette progression s'inscrit dans un cadre national : depuis 2018, la Journée nationale de l'éducation à la sécurité et le renforcement du cadre législatif (Cybersecurity Law en 2017, Data Security Law en 2021) ont institutionnalisé la [sécurité numérique comme devoir civique](#) et objectif stratégique.

Cette dernière décennie a structuré une recomposition claire de l'espace productif chinois : les provinces intérieures accélèrent, les périphéries rattrapent et les espaces côtiers conservent la masse et la valeur ajoutée. Cependant, la Chine fait également face à un [développement des inégalités territoriales](#). Tandis que les provinces intérieures comme le Shaanxi ou le Guizhou voient leur PIB augmenter, le Nord-Est (Heilongjiang, Jilin) voit sa base industrielle vieillir et les populations quitter son territoire. Les investissements en R&D sont également sélectifs et soumis à des politiques incitatives. Deux [ensembles majeurs émergent](#) : le delta de la rivière des Perles (Guangdong, Hunan), moteur des technologies manufacturières avancées (électronique, batteries, véhicules intelligents) ; et le delta du Yangzi (Jiangsu, Zhejiang, Shandong), cœur de la R&D appliquée (matériaux, robotique, IA industrielle). Si le cœur de l'innovation reste centralisé à proximité des côtes, les zones intérieures de l'Ouest sont soutenues par la création de zones franches expérimentales et de parcs de haute technologie, dans une [logique de rattrapage ciblée](#).

Depuis les années 1980, la Chine fait face à une [hiérarchisation territoriale](#) à plusieurs vitesses. Le programme du [Troisième Front](#) (1964-1980), conçu dans le contexte des tensions sino-russes, visait à bâtir un système industriel autonome à l'intérieur du pays, à distance du littoral vulnérable, en mobilisant des investissements massifs dans les provinces montagneuses du Centre et de l'Ouest. Cette politique a durablement structuré l'espace économique chinois : elle a ancré des capacités industrielles dans des zones périphériques tout en consolidant le rôle de l'État comme planificateur spatial. Les politiques de réforme et d'ouverture ont ensuite déplacé la croissance vers les régions côtières. Alors que les politiques incitatives d'innovation devaient contrebalancer les déséquilibres, les forces et faiblesses des territoires sont finalement déplacées, à l'échelle nationale, provinciale et locale. Tandis que les provinces côtières concentrent les volumes de R&D et la complexité technologique, les provinces intérieures affichent les croissances relatives les plus fortes, soutenues par des politiques de rattrapage et d'intégration. Par ailleurs, l'innovation est métropolisée (Pékin, Shanghai, Shenzhen) et la production territorialisée (Hebei, Anhui, Sichuan). De plus, l'État central effectue une redistribution sélective des ressources en R&D pour sécuriser la montée en gamme de tout le territoire, sans casser la [hiérarchie des centres d'innovation](#).

Le succès de cette trajectoire industrielle n'est toutefois pas sans effets externes : excédents commerciaux, centralité manufacturière et domination à l'exportation dans plusieurs secteurs. Ils entraînent des réactions croissantes chez les partenaires commerciaux qui mobilisent des instruments de protection, constituant des vents contraires à la stratégie chinoise. À mesure que la Chine consolide sa position de nœud central des chaînes de valeur, elle s'expose à une politisation accrue de ses performances économiques.

La militarisation silencieuse de la montée en gamme chinoise

La politique industrielle contemporaine intègre partiellement une répartition territoriale héritée du Troisième Front : les provinces intérieures (Sichuan, Shaanxi, Hubei) concentrent encore une part essentielle de la production duale, civile et militaire, tandis que les métropoles côtières assurent la conception, la coordination et la valorisation. Cette articulation renvoie ainsi à un même principe de planification stratégique : garantir la continuité industrielle du territoire national dans un environnement perçu comme instable. L'objectif du gouvernement chinois est clair : renforcer la [résilience du système productif national](#) face aux dépendances extérieures et assurer la sécurisation technologique par la maîtrise des chaînes de valeur critiques et des technologies de souveraineté.

L'évolution simultanée du socle industriel, du numérique et des politiques régionales révèle une [convergence planifiée](#) entre développement économique et sécurité nationale. Depuis 2015, la Chine ne sépare plus croissance et défense : elle les intègre dans une même logique de sécurisation systémique des ressources, des technologies et des territoires. Les indicateurs de croissance industrielle et de R&D montrent que la modernisation technologique sert un objectif politique : celui d'atteindre une [autonomie stratégique](#) complète dans les domaines critiques liés à l'économie, l'énergie et la technologie.

Entre 2015 et 2024, les programmes de production aéronautique, microélectronique et d'ingénierie avancée, présentés comme civils, correspondent à des capacités à double usage, « *dual-use* ». Dans le contexte chinois, [ce concept](#) désigne des technologies, infrastructures ou capacités productives conçues pour servir simultanément les objectifs de montée en gamme

économique et les besoins de sécurité nationale, en s'appuyant sur les ressources scientifiques et industrielles mobilisées par la « circulation interne ». Inscrit dans le cadre de la « [double circulation](#) », il repose sur l'idée que l'innovation, la production à plus forte valeur ajoutée et le renforcement de l'offre intérieure doivent soutenir à la fois la compétitivité civile et les applications stratégiques.

L'intensification de la logique de double usage et de la double circulation s'explique en premier lieu par le durcissement des contrôles d'exportation occidentaux. Depuis octobre 2022, les États-Unis interdisent l'exportation vers la Chine de technologies permettant de fabriquer des puces 16 nm ou moins via le [CHIPS and Science Act](#) (2022). Ces puces améliorent significativement les performances des systèmes militaires *high-tech*, tels que les missiles hypersoniques, la fusion sensorielle, le guidage autonome, les systèmes de commandement C4ISR (Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance), ou encore les plateformes d'IA embarquée. Dans cette dynamique, le Japon et les Pays-Bas, fournisseurs clés de machines de lithographie (ASML, Tokyo Electron, Nikon), [ont aligné leur politique](#) de contrôle des exportations sur celle des États-Unis entre 2023 et 2024. De son côté, l'Union européenne (UE) a également adopté le Critical Raw Materials Act (2023), qui vise à ce qu'aucun matériau stratégique ne dépende à plus de 65 % d'un fournisseur unique d'ici 2030. L'Anti-Coercion Instrument (2024) complète ce dispositif en dotant l'UE d'outils destinés à répondre aux [pressions économiques extérieures](#). Ces restrictions visent à renforcer les écosystèmes de production et à garantir la résilience des chaînes d'approvisionnement, traduisant une stratégie de sécurisation géo-économique.

Ce resserrement progressif a été perçu par Pékin comme une tentative globale de contenir sa montée en gamme technologique. En retour, la Chine a durci les licences d'exportation et étendu leur portée aux technologies d'extraction, de raffinage et de recyclage, transformant la dépendance des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en [vulnérabilité opérationnelle](#). Dans un second temps, cette rareté a été convertie en levier politique, en ajustant l'accès de certaines entreprises européennes aux matériaux critiques en échange d'assouplissements tarifaires ou réglementaires. Le 7 novembre 2025, [Pékin a annoncé](#) la suspension, pour un an, de l'extension de ses contrôles sur les terres rares, montrant la capacité de la Chine à moduler ses restrictions à la marge pour obtenir un apaisement ciblé des tensions commerciales. La réaction favorable de la Commission européenne a été notifiée du côté chinois comme un marqueur de la dépendance de l'UE et de la [nécessité d'une coopération](#), non d'affrontement. Enfin, cette pression extérieure a servi de [catalyseur](#) à une accélération de la substitution domestique : soutien massif aux filières aval, sécurisation des approvisionnements via des investissements miniers à l'étranger et renforcement du stock stratégique national.

Cette dynamique globale a eu un effet d'accélération interne, avec un [renfort massif des investissements](#) dans l'autonomie technologique, notamment dans les circuits intégrés et les équipements lithographiques. De plus, une imbrication croissante des secteurs civils et militaires s'observe dans la structure des conglomérats publics. CETC, pilier des systèmes de radars et de guerre électronique, réalise près de [84,3 milliards de yuans de ventes militaires](#) (10,2 milliards d'euros) en 2017, soit 40 % de son chiffre d'affaires total. L'entreprise se distingue également par un effort de recherche unique : 22 % de ses revenus sont consacrés à la R&D (la part la plus élevée de tous les groupes de défense chinois), ce qui confirme son rôle central dans les technologies clés de commandement, de guerre électronique et de capacités C4ISR. Avec 93 000 employés dédiés à la recherche, CETC est devenue un pivot de la modernisation numérique de l'APL, en structurant un continuum entre innovation civile (télécommunications, capteurs, réseaux) et applications militaires avancées. Ce tissage étroit entre capacités civiles et militaires au niveau industriel s'inscrit dans une architecture plus vaste, au sein de laquelle la Chine articule désormais sa résilience intérieure avec sa stratégie extérieure.

Stratégie de coopération et sécurisation du positionnement chinois sur la scène internationale

La montée en puissance industrielle et militaire chinoise ne se joue pas uniquement à l'intérieur des frontières. Pékin s'appuie sur un cercle restreint de partenaires clés pour étendre sa profondeur stratégique, diffuser ses standards technologiques et sécuriser les infrastructures de la BRI. À ce titre, deux exemples, non exhaustifs, peuvent être cités. Tout d'abord, la coproduction avec le Pakistan du [chasseur JF-17](#) et la fourniture de drones armés de type [Wing Loong](#). La chaîne d'assemblage pakistanaise produit aujourd'hui une part significative de la cellule et des systèmes, sur le fondement d'un partage industriel stabilisé entre les deux pays. En Europe, la Serbie est devenue le laboratoire de cette projection militaro-industrielle : Belgrade a reçu au moins [six drones armés CH-92A en 2020](#), première exportation d'aéronefs de combat chinois sur le continent, accompagnée d'un transfert de savoir-faire destiné à soutenir le programme serbe de drones. Ces [coopérations](#) offrent à la Chine des vitrines technologiques, des relais de production partielle et des partenaires disposés à intégrer ses standards dans leurs propres doctrines.

Dans un second temps, la Chine s'appuie sur des partenaires logistiques et énergétiques. En Afrique de l'Est, la [base de soutien de Djibouti](#), adossée à un dispositif portuaire largement financé par la Chine, permet de sécuriser les flux maritimes entre l'océan

Indien, Bab el-Mandeb (le détroit entre la mer Rouge et l'océan Indien) et Suez. Ce premier point d'appui militaire permanent à l'étranger, installé en 2017 sur environ 0,5 km², est explicitement justifié par la [protection des routes maritimes](#) et des actifs liés à la BRI. En Asie du Sud-Est, les travaux financés par Pékin sur la [base navale de Ream au Cambodge](#), où des bâtiments de la marine chinoise ont accosté à plusieurs reprises depuis 2023, renforcent également la capacité de soutien de la flotte en mer de Chine méridionale et dans le golfe de Thaïlande. Dans ces cas-là, le critère de choix des partenaires combine trois dimensions : position géographique sur des points de passage stratégiques, besoin d'investissement extérieur et faible réticence politique à la présence chinoise. Ces initiatives participent à une stratégie de [norm entrepreneurship](#), visant à influencer les cadres techniques et normatifs de la gouvernance mondiale, notamment dans les domaines où l'engagement américain est réduit.

Ces coopérations remplissent plusieurs fonctions : techno-industrielles (amortissement des coûts de développement grâce à la co-production), logistique et sûreté (sécurisation des flux, notamment en cas de conflits) et politique, en inscrivant des États tiers dans des interdépendances où les équipements, la maintenance ou une partie de la production restent adossés aux industries chinoises. Pour les partenaires, une forme de dépendance technologique et stratégique peut se créer, notamment face aux risques croissants de sanctions. L'enjeu est également considérable pour l'Europe face à ces coopérations renforçant les capacités de Pékin à peser dans les chaînes de valeur et sur la circulation des corridors logistiques. L'articulation du développement chinois intérieur et extérieur ne repose pas seulement sur une autonomie nationale, mais sur un tissage global où la Chine se rend indispensable.

* *

*

La modernisation industrielle chinoise opérée depuis Made in China 2025 ne relève plus d'une logique strictement économique : elle s'inscrit dans un projet plus large où innovation, production et défense sont intégrées au sein d'un même système de planification. La frontière entre civil et militaire s'efface, les technologies sont conçues comme *dual-use*, et les entreprises, universités et même les citoyens deviennent les relais d'une stratégie dont l'objectif premier est la souveraineté technologique. La Chine a ainsi façonné un État techno-industriel où l'économie sert explicitement la puissance nationale.

Cette transformation révèle toutefois des tensions structurelles. Le modèle d'accumulation administré qui soutient la montée en gamme s'appuie fortement sur la dépense publique, la mobilisation des entreprises d'État et des dispositifs territoriaux incitatifs. Il en résulte un endettement local croissant, des mécanismes de rentes persistants, des vulnérabilités technologiques non résorbées et une hiérarchisation territoriale renforcée. L'efficacité immédiate de la planification masque donc la fragilité d'un système où l'innovation dépend encore de l'allocation politique des ressources.

Enfin, la Chine articule désormais son autonomie intérieure à sa projection extérieure : un réseau de partenariats militaro-industriels, qui demeure encore limité et sélectif, et des infrastructures logistiques. Ces dispositifs assurent la sécurisation des flux, la protection des approvisionnements et la diffusion des standards technologiques chinois. Ils participent à une militarisation silencieuse et minutieuse de l'interdépendance, dans laquelle l'accès aux ressources critiques ou à certains *hubs* logistiques devient un levier de pression et de négociation. Cette maîtrise des interdépendances repose cependant sur la centralisation du pouvoir, la contrainte et la dépendance, pouvant créer instabilité et vulnérabilité sur le long terme.

Crédit photo : [Sunshine Seeds](#)

— • — — • — — • •

Marie Hiliquin

Docteure en géographie, aménagement du territoire et urbanisme, **Marie Hiliquin** ([@mariehiliquin](#), [@3by3china](#)), est spécialiste de la Chine contemporaine. Ses recherches de postdoctorat à IRSEM Europe et au laboratoire TVES portent sur les nouvelles routes de la soie, les chaînes d'approvisionnement industrielles et les politiques technologiques chinoises.

L'autrice tient à remercier **Anastasia Saroufim** ([@anastasiasaroufim](#)), assistante de recherche à IRSEM Europe, pour son soutien dans la collecte et le traitement des données.

Comment citer cette publication

Marie Hiliquin, « La Chine et l'art de la résilience : industrie, autonomie et stratégie militaire », *Le Rubicon*, vol. 6, 30 janvier 2026 [<https://lerubicon.org/la-chine-et-lart-de-la-resilience-industrie-autonomie-et-strategie-militaire/>].